

LE RÔLE DES RÉGIONS INSUFFISAMMENT DÉVELOPPÉES
DE L'EUROPE RECONSIDÉRÉ

La C.C.E. pendant ces trente années de son existence a, simplement, envisagé ses pays et régions insuffisamment évolués comme un fardeau ; comme des parents pauvres et des membres inefficaces, qui peuvent recevoir une aumône, quand la conjoncture économique est favorable, mais qui doivent par contre comprendre que celle-ci ne peut pas continuer quand leur parents riches ont eux-aussi des problèmes. C'est ainsi, que l'aide très insuffisante, accordée aux régions insuffisamment évoluées de la Communauté n'a pas su diminuer les différences du revenu par tête entre elles. En plus, cette aide a surtout abouti, jusqu'en 1973, à un transfert de population des régions pauvres vers les régions riches et non point à l'effort de développement économique des premières.

Dans cet exposé je vais essayer de montrer que la politique régionale de la Communauté a, de cette façon, négligé 60% environ d'elle-même (représenté par ses régions insuffisamment évoluées) en s'occupant simplement du 40% du "problème Europe" (représenté par ses régions suffisamment évoluées ou, encore, économiquement mûres).

Néanmoins, après 1973, cette attitude de la Communauté vis-à-vis de ses régions arriérées devient de plus en plus problématique car :

- d'une part, la guerre économique s'intensifie et
- d'autre part, la Communauté dans son ensemble n'arrive plus à assurer des rythmes de croissance élevés, tandis que ses régions économiquement mûres sont en train de préparer leur passage vers le stade post-industriel.

Il est, donc, difficile à comprendre l'indifférence de la Communauté Européenne vis-à-vis de ses régions arriérées, qui, sous certaines conditions, peuvent s'avérer sa bouée de sauvetage. En effet, ces régions, ont encore devant elles le processus du développement, disposent d'un degré de capitalisme moins prononcé qu'ailleurs, leur rapide développement économique et technologique peut assurer des avantages comparatifs élevés et, enfin, représentent pour la partie mûre de la Communauté des nouveaux horizons,

à ceux des premiers arrivés¹. De ce point de vue, les régions arriérées de la Communauté peuvent devenir une locomotive de progrès pour elle.

Si l'on considère, donc, le problème de la coexistence dans le sein de la Communauté, des régions riches et pauvres, sous cet angle, il faudrait, complètement modifier la manière de construction des statistiques régionales; soit, de présenter tout écart entre régions comme un développement potentiel. Ainsi, un écart actuel considérable serait considéré comme une marge suffisante à exploiter dans l'avenir.

Les régions arriérées, vues sous cet angle nouveau sont, effectivement:

- moins problématiques que les régions européennes économiques mûres; car, ces dernières montrent déjà une incapacité grandissante à poursuivre leur croissance à des rythmes élevés, tandis que les régions insuffisamment évoluées ont, devant elles, tout leur développement potentiel; à travers ce dernier, elles peuvent alléger le problème de maturité de la Communauté dans son ensemble;
- en principe, seraient contre toute politique qui aviserait la division de la Communauté en Europe de deux vitesses;
- elles seraient en faveur d'une politique régionale de la Communauté qui mettrait en évidence des critères purement économiques au lieu des critères sociaux, qui prévalent actuellement.

Je vais essayer d'examiner mon sujet dans deux Parties principales, qui seront les suivantes:

- I. La Communauté Européenne face à la théorie de la stagnation économique.
- II. Les régions arriérées européennes: la bouée de sauvetage de la C.E.E.

1. En 1870 le Japon a le revenu par tête le plus bas, tandis que l'Australie le plus élevé; le premier représente seulement le 18,5% du second. En 1950, l'Australie n'a plus le revenu par tête le plus élevé; celui-ci ne représente que 73,3% du plus haut, qui appartient aux E.U. En 1950 le Japon continue à avoir le revenu par tête le plus bas. En 1970 la situation se modifie: le revenu par tête du Japon est de 11% supérieur à celui de l'Italie et seulement 1,6 fois inférieur à celui des E.U. D'autre part, en 1970 l'Italie a le revenu par tête le plus bas; tout de même, le gap entre le revenu par tête le plus élevé et le plus bas n'est que la moitié de celui de 1870. En 1976 le Japon a déjà éliminé la plus grande partie du gap entre son revenu par tête et celui des E.U.; ce gap, de 81,5% en 1870 n'est plus, en 1976, que 30% et tandis qu'en 1870 le Japon était le dernier dans la liste des pays de capitalisme avancé en 1976 a déjà laissé derrière lui la Grande Bretagne et l'Italie.

PARTIE I

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE FACE À LA THÉORIE DE LA STAGNATION ÉCONOMIQUE

L'abandon de la pratique keynésienne par les pays de capitalisme mûr, après 1973, timidement au début et de plus en plus décidément depuis n'est guère fortuit; ce sont les besoins et les caractéristiques spéciales de chaque stade d'évolution capitaliste, qui fixent la politique économique appropriée. Après la seconde guerre mondiale et jusqu'en 1970, le stade de l'industrialisation traditionnelle avait besoin d'une demande effective croissante. Ce besoin a favorisé la pratique d'une répartition des revenus plus équitable, de plein emploi, des politiques sociales et d'intervention étatique, de tolérance des déficits budgétaires et de taux d'inflation élevés combinés avec un budget gouvernemental en expansion dans le P.I.B., en un mot, le keynésianisme. Tout de même, après 1970, les changements intervenus dans tous les pays de capitalisme mûr, dans le domaine économique, social et technologique ont créé petit à petit un phénomène de saturation relative des besoins, qui furent à la base de leur développement spectaculaire de la période après la seconde guerre mondiale et en même temps, des nouveaux modèles de consommation. Le monde capitaliste a déjà besoin d'un nouveau visage à travers sa restructuration économique pour pouvoir passer dans le stade post-industriel, et a également besoin d'une politique économique autre que la politique keynésienne; le retour indiscutable déjà vers les lignes directrices de la politique des classiques et des néo-classiques en découle.

Le degré élevé de capitalisme, présent par excellence, pendant des périodes de transition d'un stade d'évolution vers le suivant, fut constamment considéré dans la théorie économique, comme un grave problème. J. S. Mill², Malthus³, K. Marx⁴, Rosa Luxembourg⁵, Lénine⁶, M. Keynes⁷, J. Schumpeter⁸, A.

2. J. S. Mill, *Principles of Political Economy*, London: Longman 1892, p. 452.

3. Malthus, *Principles of Political Economy*, 2nd edition, New York 1952, p. 342.

4. K. Marx, and Frederick Engels, *The German Ideology*, New York: International Publisher, 1947, p. 22.

5. Rosa Luxembourg and Nikolai Bukharin, *Imperialism and the Accumulation of Capital*, edited by K. J. Tarluck (translated by Rudolf Wichmann), Allen Lane, The Penguin Press.

6. V. I. Lenin, *Imperialism, The Highest Stage of Capitalism*, New York 1934, p. 80.

7. J. M. Keynes, "General Theory, Chapitre XI and Economic Possibilities for our Grandchildren", in *Essays in Persuasion*, New York: Norton, 1963, pp. 371-2.

8. Joseph Schumpeter, *History of Economic Analysis*, New York 1954, p. 573, *Theory of Economic Development*, Germany 1911, p. 64 and *Business Cycles*, 1939, Chapitre 7.

Hansen⁹, S. Kuznets¹⁰, D. Harvey¹¹, K. Boulding¹² et autres se trouvent tous d'accord, que:

a) Le capitalisme n'est pas en état d'assurer, sans cesse, des rythmes de croissance élevés; il est soumis à des fluctuations beaucoup plus graves et plus longues que celles comprises dans le cycle économique; celles-ci sont dues à des évolutions internes du système, telles que la tendance de surcapitalisation ou la saturation relative des besoins-moteurs du développement d'un stade économique donné. Le problème du capitalisme apparaît sous la forme d'une demande effective insuffisante.

b) Le remède efficace aux problèmes du capitalisme mûr, remède efficace jusqu'à sa prochaine crise, et reconnu comme tel dans la théorie économique fut, certainement, "la conquête des nouveaux horizons économiques et géographiques", dans lesquels le degré du capitalisme est moins prononcé; dans lesquels, le niveau de développement économique et industriel acquis est encore bas.

Il est certain que le colonialisme appartient au passé. Mais sa philosophie économique survit sous des formes diverses visant toujours au même but et ayant plus ou moins les mêmes résultats; l'incorporation, au processus d'un développement rapide des régions arriérées se trouvant dans une économie évoluée et ayant des problèmes de maturité en est une; la préférence de certaines économies du tiers monde, par des investisseurs provenant des riches en est une autre.

Sous cet angle, alors, la C.E.E. dans son ensemble participe avec les E.U. et le Japon, dans la guerre économique internationale, qui s'intensifie constamment, et en même temps elle doit faire face à des signes de maturité économique, qui la menacent. Tout de même, sans avoir encore manqué la guerre, la C.E.E., vis à vis des Etats-Unis et du Japon, se trouve dans une situation difficile de plusieurs points de vue:

— La réduction de l'étendue du marché interne de la Communauté, mesurée par la chute du pourcentage des importations couvert par ses exportations vers les E.U. et le Japon est un fait après 1973; celui-

9. A. Hansen, *Full Recovery or Stagnation*, New York 1938.

10. S. Kuznets, *National Product since 1896*, New York 1946 and *Economic Change*, Norton, New York, 1953, p. 281.

11. David Harvey, *The Limits to Capital*, Basil Blackwell, Oxford 1982, Chapitres 12 et 13.

12. Kenneth Boulding, *The Meaning of the Twentieth Century: The Great Transition*, New York, Harper and Row, 1965, pp. 1, 2 and 24.

- ci signifie qu'une partie grandissante de la demande interne de la C.E.E. est satisfaite par produits importés.
- La réduction du marché extérieur de la C.E.E., qui peut être mesurée par la chute de sa part dans les exportations mondiales, en faveur du Japon, mais également en faveur de quelques économies du tiers-monde, qui réalisent des rythmes de croissance élevés et qui augmentent leurs exportations à un rythme annuel de 30 à 50%¹³.
 - Malgré les difficultés économiques envisagées après 1973, par la C.E.E., le Japon et les E.U., la C.E.E. ne fut guère capable, dans son ensemble, de créer de nouveaux postes d'emploi, tandis que le Japon et, également, les E.U. ont eu du succès dans ce domaine.
 - La C.E.E., d'autre part, se montre au dernier rang, en comparaison avec les E.U. et le Japon, en ce qui concerne le rendement de 100 industries se trouvant en tête¹⁴.
 - Le décalage technologique, qui existe entre la C.E.E. d'une part et le Japon et les E.U. d'autre doit être, principalement, attribué au fait que la C.E.E., en fonctionnant sous des règles nationales et non point communautaires, aménage son degré de compétitivité sur le plan international.
 - La C.E.E., en comparaison avec le Japon, mais aussi avec les E.U. marque, après 1973, du pourcentage d'installations productives oisives le plus élevé.

Les quelques constatations et indices comparatifs ci-dessus montrent que la C.E.E. s'avère moins équipée que ses deux principaux adversaires dans cette guerre économique, qu'elle se montre pourtant décidée à gagner.

L'idée directrice de cet article est que la C.E.E. n'exploite pas ses possibilités, qui sont encore immenses: soit, ses régions arriérées. Son inertie, dans ce domaine l'empêche d'accroître le ratio des activités modernes et compétitives vis à vis des activités traditionnelles, à productivité peu élevée et peu compétitives; et, pourtant, ses marges potentielles d'exploitation, afin de lutter contre son degré de maturité grandissant sont supérieures à celles des E.U. (pas, évidemment, à celles du Japon). Afin de soutenir l'argument ci-dessus, je vais me référer, très brièvement, aux raisons principales, qui

13. R. D. Horevats, *The Policy Context, Western Economies in Transition: Structural Change and Adjustment Policies in Industrial Countries*, ed. by I. Levenson and J. W. Wheeler, Hudson Institute, 1980, pp. 1-8.

14. *Le Nouvel Economiste*, Spécial 5000-No hors série, déc. 1981.

amènent à la maturité et à la stagnation économique. Elles représentent quatre vastes groupes; les suivants:

- 1) L'impossibilité d'élargir davantage l'importance de l'industrie traditionnelle, qui prend la forme d'une désindustrialisation en faveur des services¹⁵.
- 2) La chute du rythme d'accroissement de la demande effective, combinée avec l'application d'une politique d'austerité.
- 3) Le retard dans l'application du progrès technologique.
- 4) Le pourcentage grandissant du chômage dans la population active.

La C.E.E. dans son ensemble dispose, encore, du potentiel, grâce à ses régions arriérées, pour faire face à tous ces quatre groupes des raisons principales de stagnation économique, vis à vis des E.U. qui n'en disposent guère. Ce potentiel provient tout d'abord du mode insuffisamment évolué de la répartition d'emploi par secteurs d'activité. Dans la décennie 1970-80 la C.E.E. a réalisé un rythme de transfert d'emploi agricole vers des activités non-agricoles à productivité plus élevée, qui fut de loin supérieur à celui des E.U. (mais moins élevé qu'à celui du Japon). Le transfert de population active agricole vers le secteur secondaire double presque la productivité par personne occupée¹⁶. La C.E.E. dispose encore d'une population agricole égale à 10% environ de la population active, tandis que les E.U. moins de 3%. Par contre, l'accroissement de la productivité par personne occupée est beaucoup moins important dans le cas du transfert des agriculteurs vers le secteur tertiaire, tandis que le transfert de population active du secondaire vers le tertiaire aboutit à une chute de productivité, par personne occupée. La C.E.E., donc, a encore les réserves nécessaires afin d'élargir davantage l'importance de son industrie, qui fut la force motrice du développement rapide des économies du capitalisme évolué, après la seconde guerre mondiale et ne se voit pas obligée (comme les E.U.) de procéder à une désindustrialisation; les marges,

15. W. W. Rostow, *Growth at Different Levels of Income and Stage of Growth: Reflexions on Why the Poor Get Richer and the Rich Slow Down*, in *Research in Economic History*, Vol. 3, 1978, p. 69, N. Kaldor, "Economic Growth and the Verdoorn Law: A Comment on Mr Routhorn's Article", *Economic Journal*, déc. 1975, pp. 894-5, N. Kaldor, *Causes of the Slow Rate of Growth of the United Kingdom, an Inaugural Lecture Cambridge*, Cambridge Univ. Press, 1966, pp. 30-1, J. Cornwall, *Modern Capitalism: Its Growth and Transformation*, Oxford, Martin Robertson, 1977, p. 135, G. B. Stafford, *The End of Economic Growth?*, Martin Robinson, Oxford 1981, p. 52, R. Harrod, "Assessing the Trade Returns", *Economic Journal*, sept. 1967, pp. 507-8 et autres.

16. Angus Maddison, *Growth and Structural Change in the Advanced Countries, in Western Economies in Transition*, op. cit., 1980, p. 56.

encore vastes, de l'occupation agricole lui assure de main d'œuvre relativement bon marché pour l'élargissement de sa base industrielle, ainsi qu'un rythme élevé d'absorption de progrès technique, qui sont en train de diminuer au fur et à mesure qu'un pays se désindustrialise.

Les avantages comparatifs de l'incorporation des régions arriérées au processus rapide de développement et d'industrialisation proviennent de cinq catégories de variables, les suivantes :

- a) Les régions arriérées sont aidées à réaliser une performance souvent impressionnante, dans le domaine de progrès économique, par leur possibilité d'absorber rapidement le progrès technique déjà existant¹⁷.
- b) Les régions arriérées, du moment où elles s'incorporent dans un processus de développement, elles sont en état de réaliser des rythmes élevés d'investissement et sans doute supérieurs en comparaison avec ceux des régions déjà développées ou même mûres¹⁸.
- c) Du fait que les habitants des régions arriérées n'étaient, pendant longtemps, en état de suivre le modèle de consommation prévalant dans les régions plus évoluées, dès que leur revenu par tête s'élève, ils s'empressent d'accroître leur propension à consommer¹⁹.
- d) Par un processus cumulatif bien connu, les régions qui entrent les premières dans le processus de développement, absorbent sans cesse des ressources nationales et les facteurs de production, provenant des régions, qui, pour un tas de raisons, étaient moins favorisées au début²⁰. Le décalage du niveau de développement augmente, donc, dans le temps en créant également une répartition de plus en plus inéquitable des ressources sur le niveau national (et bien évidemment, sur le niveau communautaire). Tout de même, la poursuite de l'expansion économique des régions mûres au delà d'un "seuil critique" est liée avec un tas de conséquences négatives, dont la neutralisation peut commencer seulement par une répartition géographique moins

17. W. W. Rostow, *Growth at Different Levels*, op. cit., 1978, p. 55, M. Negreponi-Delivanis, "Réflexions sur le problème du rendement du progrès technique", *Mélanges en l'honneur du Professeur Emile James*, 1979, Paris, pp. 293 et suiv.

18. A. Hansen, op. cit., 1938, pp. 312-3.

19. J. Duesenberry, *Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior*, Cambridge Mass. 1962, Chapitre III.

20. G. Myrdal, *Economic Theory and Underdeveloped Regions*, London: Duckworth and Goitd, 1957, p. 27.

inéquitable des ressources et des facteurs productifs²¹.

- e) L'expansion rapide des secteurs-pilotes se trouvait depuis toujours à la base d'un développement économique rapide²². Les régions européennes arriérées, dans la mesure dans laquelle elles se présentent pour la C.E.E. comme "des nouveaux horizons géographiques et économiques", elles peuvent lui assurer un rythme d'expansion des secteurs-pilotes, supérieur à celui dans ses régions mûres car, entre autres:
- celles-ci contiennent la promesse d'un "départ",
 - celles-ci, dans leur ensemble, présentent un degré moins élevé de surcapitalisation,
 - celles-ci justifient l'espoir de réaliser, dans les premières phases de leur industrialisation, des économies d'échelle importantes,
 - le ratio marginal élevé du capital/rendement, dans les premières phases du processus de développement des régions arriérées pourrait déclencher des conséquences positives importantes provenant du multiplicateur et de l'accélérateur,
 - les changements structurels, dans le domaine d'emploi des régions arriérées, iront de pair avec une augmentation de la productivité du travail et du capital investi, tandis que la chute de la population agricole nécessitera de moins en moins des fonds communautaires.

En terminant la première Partie de mon exposé et à la place de conclusions, je voudrais insister sur le fait qu'à mon avis, toute sorte de doutes concernant l'aptitude des régions européennes arriérées à se développer rapidement place l'ensemble du problème "Europe" sous un angle erroné. En effet, un grand nombre d'expériences récentes nie un pareil point de vue²³. En plus, un tas de modifications importantes, dans le domaine de la nouvelle technologie²⁴ et du "management" international²⁵ sont en faveur du rapide développement de la partie arriérée de l'Europe.

21. C.E.C.A., *Premier Rapport Général*, p. 45, L. H. Klaassen, *Regional Policy in the Benelux Countries Int.*, Meyer ed., P. Varaiya and M. Wiseman, "The Age of Cities and the Movement of Manufacturing Employment, 1947-77", in *Regional Science Association Papers and Proceedings*, 41, 1979, p. 118, M. S. Fogarto and G. Garofalo, an "Exploration of the Real Productivity Effects of Cities", *The Review of Regional Studies*, 8, 1:65-82, 1978, et autres.

22. W. W. Rostow, *The World Economy*, op. cit., 1978, p. 369.

23. P. M. Slowe, *The Advance Factory in Regional Development*, Gower Publishing Company, Hampshire, 1981, Conclusions du Chapitre Cinq, Morgan Sant, "Regional Policy and Planning for Europe", University of East Anglia, 1974 et autres.

24. P. M. Slowe, op. cit.

25. *European Trends*, No 73: nov. 1982, "The Economist Intelligence Unit. Ltd.", p. 45 et suiv.

PARTIE II

LES RÉGIONS ARRIÉRÉES DE L'EUROPE: SA BOUÉE DE SAUVETAGE

Je vais examiner cette seconde et dernière Partie de mon exposé dans deux paragraphes:

- §1. L'écart vu comme moteur de croissance.
- §2. Les conséquences de la disposition de l'écart.

§ 1. L'écart vu comme moteur de croissance

1. L'écart structurel

L'Europe des 12 comprend 73% de son étendue et 45,6% de sa population où le pourcentage d'occupation agricole ainsi que le pourcentage des travailleurs indépendants est supérieur au niveau moyen de la Communauté.

Dans le Tableau I, j'ai essayé de mesurer cet écart.

TABLEAU I

Régions européennes, qui ont un niveau d'occupation agricole et des travailleurs indépendants, supérieur au niveau communautaire

<i>Nombre des régions</i>	<i>Région</i>	<i>Population</i>
	Europe 12 = 100	Europe 12 = 100
Agriculture Europe 12 = 53	73%	45,6%
Travailleurs indép. Europe 12 = 41	66,5%	46%

Source: Eurostat (élaboration par l'auteur)

Le pourcentage des agriculteurs dans les régions européennes arriérées est de l'ordre de 18% comparé avec 10% sur le niveau communautaire. L'absorption de l'emploi agricole excédentaire amènerait le pourcentage des

agriculteurs de la Communauté à 6,4% dans la population active totale. D'autre part, l'absorption de l'emploi du travail indépendant excédentaire, dans les régions européennes arriérées amènerait leur pourcentage, sur le niveau de la Communauté, de 18,7% actuellement à 14,2%.

Dans le Tableau II, j'ai estimé l'occupation non-agricole par grandes catégories socio-professionnelles et en pourcentages dans l'occupation globale.

TABLEAU II

Occupation non-agricole par grandes catégories socio-professionnelles dans l'occupation globale

	<i>Travailleurs indépendants</i>	<i>Salariés</i>
Régions	Europe 12	Europe 12
Régions arriérées	29,7	70,3
Reste	11,1	88,9

Source: Eurostat (élaboration par l'auteur)

Le ratio des salariés dans les travailleurs indépendants est 2,36 dans les régions arriérées de l'Europe, tandis que celui-ci est 8,00 dans le reste de l'Europe.

2. L'écart du revenu par tête

Dans l'effort d'estimer quelques aspects de l'écart entre les régions européennes arriérées et le niveau moyen de la Communauté, tout en le considérant comme avantage potentiel et non plus comme un problème, j'ai choisi une présentation inverse à celle, généralement, poursuivie dans ce cas. D'après celle-ci:

- les régions arriérées de la Communauté dans lesquelles le P.I.B. par tête est inférieur au niveau moyen représentent le 50,5% de sa population totale et assurent le 40,9% du P.I.B. communautaire

- cet écart signifie que le P.I.B. par tête des régions européennes arriérées représente le 84% du P.I.B. moyen européen par tête, ou celui-ci représente un écart de 16% en comparaison avec le niveau moyen communautaire.

3. D'autres écarts concernant la consommation et l'investissement

a) Consommation finale des ménages par habitant

Cet écart à été estimé parmi les états-membres de l'Europe des 10 et pas parmi les différentes régions européennes, faute des données appropriées. La différence de consommation par habitant, du niveau moyen communautaire, est ainsi approximativement de 20%. En prenant en considération l'Espagne et le Portugal, chez lesquelles pourtant les données respectives ne sont pas comparatives au reste, cette différence deviendrait beaucoup plus importante.

b) Voitures privées et TV sets par 1000 habitants

Cet écart, entre les régions arriérées de la Communauté et le niveau moyen communautaire a été estimé à 11%, en ce qui concerne les voitures privées et à 11,3% en ce qui concerne les TV sets.

4. L'écart concernant le nombre des médecins par 100.000 habitants

Cet écart, entre régions européennes arriérées et niveau moyen communautaire a été estimé à 11,1%.

§ 2. Les conséquences de la disparition de l'écart

La construction d'un modèle qui serait en état d'estimer les conséquences directes et indirectes de la disparition du "gap" de développement entre les régions arriérées et le niveau moyen communautaires s'est avérée impossible, surtout pour les raisons suivantes:

- manque des séries statistiques chronologiques des variables de base en nombre suffisant; le plus souvent une seule était disponible
- la non-coïncidence chronologique des données statistiques régionales avec les variables de base
- la présentation non-homogène des variables de base
- la présentation des données régionales soit sur le niveau national, soit sur le niveau communautaire.

A cause des difficultés ci-haut, qui furent insurmontables, je me suis vue obligée de me contenter à une simple estimation des conséquences directes et évidentes de la disparition de ce "gap". Tout de même, celles-ci ne représentent qu'une fraction minime du total potentiel.

A. Conséquences directes

a) L'emploi agricole excédentaire

L'occupation agricole excédentaire dans les régions arriérées européennes monte approximativement, à 4.480.000 agriculteurs de plus de ceux que la Communauté aurait pu avoir, si la structure d'emploi de ses régions arriérées était pareille à celle de son niveau moyen.

L'absorption de cet emploi agricole excédentaire, sur le niveau communautaire signifierait entre d'autres :

- la réduction des dépenses du F.E.O.G.A. de 45,6% ainsi que la minimisation des problèmes concernant la production agricole communautaire, qui dépasse sa demande
- le transfert des agriculteurs excédentaires vers des activités à productivité plus élevée pourrait augmenter le P.I.B. communautaire de 5% approximativement.

b) Le travail indépendant excédentaire

Les travailleurs indépendants excédentaires, y compris les agriculteurs, sont estimés dans les régions européennes arriérées, en comparaison avec le niveau moyen communautaire, à 17.500.000 personnes environ; leur transfert vers la catégorie des salariés, du fait que celui-ci présuppose des transformations structurelles nécessaires pour la réalisation d'un niveau de développement supérieur, est lié à un accroissement de leur productivité.

c) Le "gap" du P.I.B. par tête

L'absorption du "gap" dans le P.I.B. par tête entre les régions arriérées et le niveau moyen communautaire, combiné avec un processus de développement de ces premières et non point avec une émigration de leur population active vers les régions économiquement plus avancées, et sous la condition de ceteris paribus du niveau moyen du P.I.B. communautaire, celui-ci augmenterait de 16%.

d) Le "gap" de consommation et d'investissement

En admettant l'hypothèse que les régions européennes, actuellement arriérées, adopteraient au fur et à mesure qu'elles se développaient le modèle de consommation des régions plus avancées, on peut s'attendre à un accroissement de la demande effective, sur le niveau communautaire de 20%, environ, et concernant surtout des produits industriels. Nul pays évolué de nos jours, même le Japon, en raison de sa dimension, ne dispose pas d'aussi vastes possibilités de poursuivre son développement à des rythmes tellement rapides.

B. Référence à quelques conséquences indirectes générales

Le niveau de développement de la Communauté, dans son ensemble est inférieur à celui des E.U.; le 60% environ de l'Europe est, de plusieurs points de vue, économiquement arriéré en comparaison avec le niveau moyen communautaire. L'incorporation du 45% de sa population et du 73% de son territoire, appartenant actuellement à des régions arriérées, dans un processus de développement économique rapide aurait pu avoir des "conséquences indirectes spectaculaires":

- par le fonctionnement positif du multiplicateur et de l'accélérateur
- par l'absorption des installations productives, actuellement, en oisiveté
- par l'absorption rapide du progrès technique déjà existant
- par la création des secteurs-pilotes et des nouveaux produits
- par l'accroissement du ratio entre des activités traditionnelles et peu compétitives et les activités nouvelles et dynamiques, e.t.c., e.t.c.

En rejetant, à priori, tout argument d'après lequel, les régions européennes, actuellement arriérées ne seraient pas aptes à se développer, je voudrais tout de même souligner le besoin de les mettre en valeur. Ceci, car la crainte de l'inconnu pousse les entrepreneurs à restreindre leurs horizons et à concentrer leurs décisions d'investir dans des régions dans lesquelles leurs prédécesseurs ont déjà investi avec du succès²⁶; il s'agit, généralement, des régions économiquement avancées ou même mûres; et ainsi, ils ne prennent pas en considération le fait que la rentabilité marginale de l'investissement est

26. H. A. Stafford, "The Anatomy of the Location Decision: Content Analysis of Case Studies", in Hamilton F.E.I. ed., *Spatial Perspectives on Industrial Organisation and Decision Making*, Chichester, Wiley 1974, p. 182, P. M. Townrow, *Industrial Location Decisions: a study in management behaviour*. Occasional Paper No 15. Centre for Urban and Regional Studies, University of Birmingham 1971.

supérieure dans les régions arriérées en comparaison avec les régions économiquement mûres. Justement, cette mise en valeur des régions arriérées devrait être la tâche de la Communauté, en préparant l'arrivée de l'an 1992; soit, l'abandon de "l'Europe des patries" en faveur de "l'Europe ma patrie".

CONCLUSION

La disparition du "gap" entre les régions arriérées et avancées de l'Europe devrait être tentée, en même temps que sa restructuration économique et technologique. Pour cela, le besoin d'appliquer une politique commune est évident. A l'intérieur d'une telle politique, les régions européennes arriérées appartiendront à la Communauté, dans son ensemble, et représenteront ses possibilités encore inexploitées. Sous cet angle, les régions européennes arriérées contiennent des solutions aux problèmes envisagés par l'Europe; car, la disparition du "gap" se présente ainsi comme le sous-produit de la restructuration économique de l'Europe; cette dernière devrait faire preuve d'une très nette préférence en faveur des régions les moins évoluées de la Communauté.

Les sacrifices d'un tel plan commun de restructuration de l'Europe, combinés avec la mise en valeur de ses régions arriérées seront, forcément, très lourds. Ils peuvent exiger, pendant 4 à 5 ans le 15% du P.I.B. communautaire. Une partie de ceux-ci viendra de la réduction progressive des dépenses du F.E.O.G.A.; une autre partie sera ajoutée par la chute du chômage, par la diminution des installations productives oisives, par le rendement des investissements nouveaux et par l'élargissement du marché communautaire. Il s'agit, finalement, des sacrifices exigés pour le passage de l'Europe à un stade d'évolution postérieur à l'actuel.

Il va sans dire, qu'en dépit du fait que l'installation des nouvelles activités de la Communauté se fera de préférence dans ses régions arriérées, les profits seront encaissés par les régions développées, qui vont subir les coûts. Tout de même, petit à petit et grâce aux effets multiplicateurs, les régions arriérées vont acquérir le niveau de développement moyen de la Communauté; quelques unes vont, même, le dépasser. Dès ce moment, mais pas auparavant, l'Europe intégrée, sera en état de réaliser son ancien rêve: régner dans le monde, décider de son avenir, imposer sa volonté, assurer la succession du rôle international des E.U.

Il va sans dire que la philosophie, qui imprègue cet article, concerne également, les économies balkaniques, qui elles aussi, dans leur ensemble, représentent des régions insuffisamment développées de l'Europe.

La Grèce donc qui, en même temps que membre de la CEE, appartient aussi dans les Balkans, pourrait envisager l'amélioration de son rôle, dans le nouvel ordre économique international qui s'annonce, en invoquant cette double existence.